

La Question intergénérationnelle

Jean-Hervé Lorenzi, Alain Villemeur, François-Xavier Albouy
Editions Descartes & Cie et Cent Mille Milliards, Paris 2019.

Génération sacrifiée, Ehpad, guerre sanitaire, chômage des jeunes et des seniors, vieillissement et dépendance, jamais on n'a autant parlé de générations ! Jamais on n'a mis autant en avant les problèmes spécifiques de chacune d'entre elles. Quelle erreur de se satisfaire de cette approche segmentaire. Elle ne nous permet en rien de poser la véritable question, celle de l'harmonie entre les actifs et les seniors, cette harmonie qui permet de donner à chacun des conditions de vie et d'activité satisfaisantes.

L'objet de ce livre est donc de bâtir un contrat social intergénérationnel inédit qui aille au-delà des inégalités entre groupes sociaux et traite des problèmes liés à chaque âge de la vie. Les problèmes de la période que nous traversons, la violence des chocs auxquels nous sommes confrontés rend cette tâche urgente. C'est d'autant plus vrai que nous sommes entrés dans une nouvelle société, la Société du Vieillissement. C'est un concept de rupture car un quart à un tiers de la population va passer près du tiers de sa vie en retraite, ce qui va changer brutalement les trajectoires économiques, les horizons d'investissements et les équilibres sociaux et économiques.

Ce livre s'est fixé une ambition, celle de jeter les bases de ce qui pourrait faire le projet politique des prochaines décennies, afin de recréer une harmonie entre les générations au moment où celles-ci risquent de s'accuser de vivre aux dépens des autres.

CHOC DEMOGRAPHIQUE ET RELATIONS INTERGENERATIONNELLES

La démographie, le retour ?

Les liens entre démographie et croissance sont complexes, car de nombreux mécanismes sont en jeu, mais il est possible de les appréhender de manière plus simple afin de les comprendre. Les conséquences économiques de ces mutations sont majeures. La planète pourra-t-elle nourrir tous ses habitants ? Où seront les riches ? Les jeunes ? Les travailleurs ? Qui aura accès à l'énergie, à l'eau, aux ressources ? Notre monde réfléchit encore dans l'urgence, presque dans la panique, dans une perspective volatile de court terme.

Evaluer le coût économique du vieillissement démographique n'est pas aisé à réaliser. D'abord, une partie importante des effets économiques du vieillissement étant encore devant nous, il s'agit donc plus de prévoir ces coûts que de les mesurer sur des données historiques. Ensuite, un grand nombre des mécanismes de transmission des modifications démographiques à la sphère économique sont complexes et ne permettent pas de trancher de manière certaine en faveur d'un effet positif ou négatif.

Le risque d'un nouveau conflit intergénérationnel

Nous avons vu que le choc du vieillissement modifie substantiellement les équilibres macroéconomiques et génère de nouveaux flux financiers et sociaux. Plusieurs lectures de

ces flux peuvent être menées. Durant ces dernières décennies, la lecture intergénérationnelle semble de plus en plus s'imposer et constituer un nouveau schéma de pensée. Cela conduit souvent à souligner l'apparition d'un nouveau clivage, la « lutte des âges », à côté du clivage plus classique de la « lutte des classes ».

Mais la question générationnelle reste trop méconnue en France. Elle doit donc être étudiée pour deux raisons majeures. D'abord, parce qu'il est impératif que la forme de contrat social dans laquelle nous vivons puisse perdurer tout en étant acceptable par tous. Ensuite, parce que les transferts intergénérationnels constituent des outils efficaces permettant de jouer de nos atouts et dégager des degrés de liberté. On retrouve là une situation pouvant améliorer le sort de chacun ou au contraire le pénaliser.

LE NOUVEAU CONTRAT INTERGENERATIONNEL

La Chaire a identifié cinq piliers sur lesquels il est possible de rebâtir un pacte entre générations. Pour chacun de ces enjeux, nous devons d'abord comprendre pourquoi ils constituent un problème et quelles sont les solutions nécessaires à apporter.

Mais attention ! Les questions et réponses de la Société du Vieillissement ne peuvent être appréhendées de manière isolée comme si elles étaient indépendantes les unes des autres. Les différents chapitres de cette partie traitent les problèmes les uns après les autres afin d'identifier de manière précise les difficultés et leviers d'actions, mais ils se répondent les uns aux autres et leurs propositions sont à prendre dans leur complémentarité constitutive.

Mettre les savoirs au cœur de l'intergénérationnel

La transmission des savoirs est essentielle dans une Société du Vieillissement, il en va de son épanouissement à long terme. On sait que transmettre des ressources financières entre générations est fondamental pour maintenir la solidité des liens entre générations. L'éducation et la formation professionnelle le sont tout autant et ce, pour deux raisons. D'abord parce qu'elles déterminent la capacité de long terme de l'économie à produire des biens et services toujours plus innovants, ce qui est le moteur de la croissance. Ensuite, parce qu'elles sont un des révélateurs des maux les plus profonds de nos sociétés comme l'explosion des inégalités sociales, la marginalisation ou l'exclusion de certaines classes d'âge.

La transmission des savoirs est ainsi au cœur de la question intergénérationnelle, dans l'instant le plus immédiat comme dans le temps le plus long. Elle ne sera possible que si les systèmes éducatifs, de formation professionnelle et de « seconde chance » sont profondément revus, bien au-delà des réformes en cours.

Être actif tout au long de sa vie

Une société « de l'activité » est bien celle qui donne à chacun la capacité de contribuer à l'activité économique et sociale d'un pays. Pour l'appréhender, il faut en passer par l'analyse des évolutions du marché du travail qui, tout comme l'économie, est bouleversé depuis plusieurs décennies par l'irruption de chocs nés du progrès technique, de la mondialisation et de la transition démographique, notamment avec une polarisation croissante du marché du

travail. Or le modèle social français ne répond qu'à la marge aux nouveaux enjeux soulevés et ne protège pas suffisamment les individus, en particulier les jeunes et les seniors, contre les nouveaux risques engendrés par les mutations de l'économie.

Promouvoir une société d'activité est désormais indispensable pour l'ensemble de la population en âge de travailler. Et c'est en revalorisant les trajectoires professionnelles, pour protéger les individus contre les grandes mutations en cours tout en leur permettant d'en tirer avantage, que la société française peut retrouver son équilibre.

Développer une retraite active

Si le vieillissement reste souvent perçu comme un synonyme de sénilité et de dépendance physique, la réalité est différente. La plupart des retraités restent longtemps autonomes, et ne sont pas sans être une source de compétences, de sagesse et de connaissances utiles à la société. Ces atouts sont à préserver en les mettant au service de la collectivité par ce nouveau concept que sont les « activités socialisées », soit des activités « un peu contraignantes, d'intérêt général et pas forcément rémunérées et qui garantissent au senior un bien-être élevé », concept proche de l'expression anglo-saxonne « active ageing ».

Selon les études menées par la Chaire TDTE, les activités socialisées peuvent avoir des effets bénéfiques sur les seniors eux-mêmes, en particulier, sur leur bien-être psychologique, leur santé, et leur maintien en autonomie. Elles permettraient aussi de réduire les inégalités d'espérance de vie entre classes sociales. Afin de permettre cette mobilisation, des politiques publiques et d'entreprises ambitieuses sont nécessaires.

Assurer le bien-être de toutes les générations

Une société d'activité, on l'a vu, suppose que chacun ait cette capacité à rester actif, ce qui revient à assurer le bien-être de chacune des générations. Le défi est de taille, compte tenu du poids que constitue la santé dans les finances publiques et du poids sur les systèmes de retraite de la dynamique de vieillissement à l'œuvre.

Bien qu'elles paraissent importantes, les dépenses de santé ont un impact positif sur la productivité lorsqu'elles sont bien ciblées, y compris vers les seniors, et les augmenter revient alors à travailler pour la bonne santé de tous. Quant à la dépendance, elle représente bien un risque dont il faut prendre la bonne mesure sans oublier qu'elle n'est pas sans peser sur les jeunes seniors qui prennent en charge, financièrement et psychologiquement, la perte d'autonomie de leurs aînés.

Enfin, une Société du Vieillissement ne peut faire l'impasse sur la question des retraites. Le système de retraite doit être optimal pour que cette période de la vie ne rime pas avec déclassement et, partant, avec inquiétude, amertume et découragement.

Rééquilibrer les ressources financières entre générations

C'est une antienne. Le poids des dépenses de retraites et celui du patrimoine des seniors hypothéqueraient la solidarité intergénérationnelle... La majorité des concitoyens est convaincue que les plus âgés, de plus en plus nombreux, gagnent en influence politique et,

partant, font de ce nouveau pouvoir un moyen pour faire main basse sur les ressources publiques. Pourtant, le système de transferts sociaux français n'a pas été confisqué par les personnes âgées au fil des décennies, ce qui contredit les tenants d'une lutte entre générations.

Dans le contexte de vieillissement démographique et d'une économie du savoir, il ne s'agit pas de maintenir des équilibres entre générations, mais de les faire pencher en faveur des jeunes. D'autant qu'il n'est pas sûr, après la crise de 2008 et la pandémie de la Covid, que l'on puisse continuer à soutenir l'équilibre actuel des ressources financières entre générations.

CONCLUSION

La question intergénérationnelle demeure l'une des plus inexplorées et difficiles à traiter. Intégrer les échanges entre générations dans ce qui constitue les règles de nos sociétés ne revient pas pour autant à négliger l'existence de groupes sociaux avec leurs propres positions et intérêts.

L'ambition de cet ouvrage s'est trouvée confortée par les circonstances. En particulier par cette tragique pandémie qui a remis sous les feux de l'actualité le débat sur un conflit possible entre jeunes et plus âgés, touchés de façon différente par la crise sanitaire. C'est bien dans ce cadre que nous nous sommes assignés à faire des propositions à même de constituer le socle d'un contrat social intergénérationnel.

Toutes nos propositions, largement développées dans cet ouvrage, s'appuient sur des principes fondamentaux.

Il faut ainsi répartir les ressources financières entre générations de manière plus équilibrée en permettant notamment aux plus jeunes de s'investir dans leur formation comme dans leurs capacités à créer de nouvelles activités. N'oublions pas qu'ils sont le moteur de la croissance à venir. Il faut, nul doute n'est permis, mettre les savoirs au cœur de nos sociétés, ce qui suppose une sorte de révolution des formations tout au long de la vie.

Il faut également redonner tout leur sens aux solidarités qui fondent une société démocratique, prendre en charge les exclus et les plus pauvres quel que soit leur âge, mais également affronter l'impact du vieillissement et de la perte d'autonomie. Pauvreté et dépendance forment le socle d'une protection sociale largement renouvelée et définitivement intergénérationnelle.

Enfin, le dernier fondement n'est autre que celui d'une harmonie entre les générations. Il passe, non seulement par l'accès au marché de l'emploi, mais par une activité tout au long de la vie, que ce soit la formation pour les plus jeunes, le travail pour les actifs ou l'activité socialisée pour les retraités. Cette activité qui permet à chacun de s'épanouir est sans nul doute la condition nécessaire au succès d'un contrat social intergénérationnel.